

# « Ce qui sera signé ne sera pas à la hauteur des enjeux »

**CONSEILLER DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER AU LUXEMBOURG** réélu au printemps dernier, le centriste Bruno Theret, installé depuis plus de 30 ans au Grand-Duché, préside également **LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA GRANDE RÉGION** depuis novembre 2020.

**Une conférence intergouvernementale (CIG) telle que celle qui s'annonce, c'est un lieu de coopération ou de confrontations ?**

**Bruno Theret** « C'est un lieu de dialogue. Mais je dois dire que je suis un peu déçu par les avancées que permettra cette CIG, pourtant reportée à maintes reprises. Je m'attendais à autre chose, d'autant qu'il y a eu des visites de Jean Rottner auprès de Xavier Bettel, celle du maire de Metz. Il y a de l'appétence par rapport à l'amitié franco-luxembourgeoise. Mais ce qui est proposé aujourd'hui est insuffisant. Cela va accoucher simplement d'une convention culturelle Esch 2022 qui est dans les tuyaux depuis deux ans. Il n'y a donc rien d'autre à dire ? Je m'attendais à autre chose... Ce qui sera signé ne sera pas à la hauteur des enjeux transfrontaliers. »

**Les dossiers que vous mettez sur la table en tant que président du comité économique et social de la Grande Région ?**

« D'abord, il y a les 120 millions qui ont été décidés et qui peuvent être doublés, si chacun abonde, sur des projets transfrontaliers. Il faut utiliser l'enveloppe, même si c'est sur dix ans, sans se limiter aux mobilités, en pensant au codéveloppement. Faisons quelque chose d'innovant et d'ambitieux pour l'Europe. Qu'est-ce que l'on fait en matière de santé ? En matière de formation, d'observatoire, d'enseignement, d'académie, de lycée, sur le sujet ? Je m'attendais à des déclarations communes. Même chose sur les crèches, la mobilité, le travail, la levée des obstacles aux frontières. C'est là-dessus que l'on vérifiera au quotidien l'amitié entre Luxembourgeois et Français. Je ne demande pas un chèque en blanc. Je voudrais qu'à un moment on se mette d'accord sur des projets ambitieux, transversaux, économiques, structurels. On peut s'inscrire dans une dynamique. »

**La question de la mobilité, que vous évoquez, est pareille à un serpent de mer. De part et d'autre de la frontière, la volonté politique est-elle, elle, à la hauteur des enjeux ?**

« Non. »

**Que manque-t-il ?**

« Il faut une approche dans la durée, et que cette approche accompagne l'évolution démographique du Luxembourg et des besoins en main-d'œuvre qui ne feront que



Bruno Theret.

est regrettable. J'espère qu'on tirera des enseignements de cette crise en matière de santé et que l'on fera davantage de choses en commun, en cofinçant par exemple des établissements de santé, ou en permettant à tous les usagers d'être soignés au plus près de leurs besoins sans impact financier pour eux. C'est quelque chose de très concret. Il y a un tas de domaines où on peut aller plus loin et ne pas rester au stade des intentions. »

**Et le calendrier électoral en France ? Quel peut être son poids dans les futures discussions entre les deux protagonistes ?**

« Il y a d'excellentes relations entre les deux exécutifs. Maintenant, je trouve dommage qu'en matière de calendrier, on assume une présidence française (*de la Grande Région, pour la période 2021-2022, ndlr*) en pleine période électorale, car il y aura un devoir de réserve à un moment donné. On aurait dû pouvoir décaler d'un semestre pour assumer pleinement cette présidence. Cela intervient tous les dix ans, il ne faut pas s'en priver ! Deux ans, ça passe très vite. C'est regrettable de gaspiller du temps. »

**Plus globalement, Luxembourg et France se parlent-ils suffisamment ?**

« Non. On devrait intensifier les relations. Je pense surtout que le Luxembourg parle davantage avec Paris qu'avec ses proches voisins. C'est dommage, mais c'est dû au système français, pyramidal. On pourrait nommer un délégué interministériel ayant compétence pour parler au nom de la Région Grand Est pour régler les problèmes. Ou demander à une personnalité issue de la Région de pouvoir discuter au nom des autres. »

**Le rapport de force France-Luxembourg est-il sans équivalent au sein de la Grande Région ?**

« C'est le couple le plus complexe, de par notre dispositif et notre mille-feuille. J'y reviens, c'est plus compliqué pour le Luxembourg de trouver un interlocuteur en Lorraine que de discuter entre ministres à Paris pour régler les problèmes. Quel est aujourd'hui l'interlocuteur du Luxembourg et ses moyens pour engager des choses et les signer ? Entre les communes, les interco, les agglos, les Départements, la Région, la préfecture, c'est assez complexe... Il faudrait peut-être regarder ce qui se passe ailleurs. »

Propos recueillis par PTH

croître. Il faut repenser le travail aujourd'hui et voir comment on peut aider nos concitoyens. »

**Des tensions sont apparues côté français ces dernières semaines autour de la double imposition des frontaliers et du quota de jours de télétravail. Dans ces débats, le Luxembourg serait plutôt un allié ou un obstacle ?**

« Il ne peut être qu'un allié. On a une disposition permettant d'aller jusqu'à 25 % de la Sécurité sociale avant d'être imposé dans l'État de résidence, aujourd'hui on tend vers cela, et cela ne peut profiter qu'au Luxembourg. C'est la France qui renonce à une manne financière estimée à 400 millions d'euros. Globalement, la France fait ce qu'il faut vis-à-vis du Luxembourg et de ses travailleurs frontaliers, pour ne pas les dissuader. Mais il faut trouver en contrepartie la manière dont on peut créer du liant pour améliorer le mieux-être ensemble, important pour l'amitié franco-luxembourgeoise. »

**La crise sanitaire contribue-t-elle à empoisonner le dialogue entre voisins ?**

« Cette crise a au moins montré, au plan humain, qu'il y avait une bonne entente entre décideurs. On a su faire preuve de solidarité. Mais dans les faits, ce n'est pas simple. On a refermé les frontières, on en est revenu aux vieux réflexes comme à chaque fois qu'il y a un problème. Ce repli